La priorité des socialistes : perquisitionner chez Pierre Cassen et lui confisquer ordinateur et téléphone

écrit par Christine Tasin | 14 avril 2016

Communiqué de *Riposte laïque* et de *Résistance républicaine*

Ce matin, le fondateur de *Riposte laïque,* convoqué à la brigade de répression de la délinquance à la personne, a subi ensuite une perquisition, sur ordre du Parquet IV. Pierre Cassen est accusé d'avoir envoyé un tweet jugé injurieux à l'égard de Anne Hidalgo et d'être le vrai responsable de Riposte laïque suisse !

Ce matin, une commission rogatoire a été délivrée par Madame Aline Batoz, juge d'instruction au Tribunal de Grande Instance de Paris. Après avoir été entendu à la Brigade de répression de la délinquance, Pierre Cassen a été accompagné à son domicile par 3 officiers de police qui ont perquisitionné et lui ont confisqué son ordinateur et son téléphone portable… Il est clair qu'il est dans le collimateur du parquet et que le jugement rendu récemment contre le directeur de publication

de *Riposte laïque* suisse, le Suisse Alain Jean-Mairet, ne suffit pas au régime totalitaire qui est le nôtre.

Il s'agit là d'un évènement gravissime et inacceptable.

A l'heure où notre pays et nos concitoyens sont menacés comme jamais par les djihadistes, y compris ceux qui entrent chez nous avec les « migrants », le gouvernement utilise le temps, l'énergie et l'argent des Ministères de la justice et de l'Intérieur pour harceler et tenter de déstabiliser d'authentiques patriotes qui ont pour seul tort de se battre contre l'islamisation de notre pays et de dénoncer la collusion entre certains de nos dirigeants et l'islam.

Il est clair qu'il est dans le collimateur du parquet et que le jugement rendu récemment contre le directeur de publication de *Riposte laïque* suisse, le Suisse Alain Jean-Mairet, ne suffit pas au régime totalitaire qui est le nôtre.

Nous sommes solidaires de Pierre Cassen et refusons ces méthodes dignes de Staline.

Nous ne pouvons accepter qu'une chasse aux sorcières soit lancée contre ceux qui alertent sur les dangers de l'islam. Nous devons nous battre pour défendre un droit fondamental, un élément fondamental de notre constitution, la liberté d'expression.

Khadija Ait-M'barek, Directrice de publication de *Riposte laïque*,
Christine Tasin, Présidente de *Résistance républicaine*